



Communiqué

Communiqué de presse

Mercredi 25 juillet 2012

Moitié moins de pesticides en 2018 : on ne remet pas en cause les engagements

Le Ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll a déclaré que la France était « en incapacité d'atteindre » l'objectif de réduction de 50 % de l'usage de pesticides. Pour France Nature Environnement, cet objectif vital doit être maintenu.

Diviser de moitié d'ici 2018 : un objectif âprement négocié

L'objectif du plan Ecophyto de réduire de 50% l'usage des pesticides a été négocié et signé par toutes les parties prenantes lors du Grenelle de l'Environnement en 2007, y compris les acteurs de la filière agricole. Pour FNE, il n'est plus temps de revenir sur l'objectif. « Les concessions, FNE les a faites au moment du Grenelle » explique Jean-Claude Béviard, vice-président de la fédération en charge des questions agricoles. « L'objectif de réduire l'usage des pesticides de moitié a été validé par tous les participants, y compris le monde agricole. Le problème n'est pas l'objectif mais la volonté politique pour l'atteindre. »

Réduire, c'est bon pour l'environnement et pour le revenu agricole.

Dans l'étude Ecophyto R&D publiée en 2009, l'INRA a démontré qu'il était possible de réduire de 30% l'utilisation des pesticides sans perte de revenu pour les agriculteurs et sans modifier les systèmes de culture. Une gestion plus économe des pesticides permet de diminuer les charges, et d'augmenter ainsi les marges dégagées, comme l'ont compris les agriculteurs qui optent pour l'agriculture de Haute Valeur Environnementale (HVE). Or les chiffres publiés par le Ministère de l'agriculture en octobre 2011 montrent une augmentation de près de 3% de l'usage des pesticides sur les 3 dernières années. C'est-à-dire à l'opposé de l'objectif de réduction de 50% du plan Ecophyto.

-50% de pesticides : une question de santé publique



Communiqué

France Nature Environnement demande donc de maintenir l'objectif de réduction de 50%, et d'activer dès à présent des leviers efficaces pour amorcer une réduction de l'usage des pesticides au-delà des seuls agriculteurs¹.

Pour Claudine Joly, administratrice de FNE, « *le problème ne vient pas de l'objectif, mais de la mise en œuvre. Tous les acteurs ne jouent pas le jeu du plan Ecophyto et ce mauvais signal va aggraver la situation. Réduire l'usage des pesticides est une priorité pour des raisons de santé des agriculteurs qui les utilisent et des consommateurs et des applicateurs, de pollution des eaux et des sols, d'atteinte à la biodiversité. C'est une vraie question de santé publique et de survie de notre modèle agricole, nous ne pourrions pas nous passer des pollinisateurs* ».

Pour Bruno Genty, président de France Nature Environnement : « *Nous ne pourrions pas nous passer du plan Ecophyto. Pour la première fois, un plan opérationnel de réduction des pesticides faisant l'unanimité est mis à disposition de tous les acteurs. Il s'agit de le prendre à bras le corps et de se donner tous les moyens d'atteindre ses objectifs. Quand demain, nous aurons réduit de 50% l'utilisation des pesticides, nous verrons fondre le coût santé/environnement supporté par l'ensemble de la société. Les professionnels, les consommateurs et les abeilles ne s'en porteront que mieux.* »

¹ La fédération demande ainsi aux coopératives et au négoce agricole de développer un conseil aux agriculteurs conduisant à une réduction de l'utilisation des pesticides. A la grande distribution et à l'agroalimentaire de revoir les cahiers des charges qui imposent aux agriculteurs des produits irréprochables. Aux décideurs politiques de s'engager fortement dans la mise en œuvre du plan Ecophyto et d'intégrer ses objectifs dans la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC).